

# L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi  
29 juin 1976

No 519

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## Sécheresse

### LA BOURGEOISIE SE MOQUE DU PEUPLE

Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a précisé vendredi devant l'assemblée nationale que les dommages causés par la sécheresse ne pouvaient être encore évalués. A cela il faut ajouter aujourd'hui les incendies et les orages qui accentuent les ravages. Pour essayer de rassurer tout le monde (petits paysans et consommateurs), Bonnet a renouvelé ses promesses, sans prendre de décision concrète pour combattre les difficultés. Ainsi il a réaffirmé, au nom du gouvernement, que la solidarité nationale jouerait à plein en faveur des exploitants agricoles, *le moment venu* ! En attendant tant pis pour les petits paysans qui voient leur revenu diminuer à vue d'œil. Bonnet ne trouve pas autre chose que de mettre en garde les éleveurs contre des «mouvements d'affolement qui pourraient jouer contre eux» ! A ceux qui l'interrogeaient, il a répondu que l'approvisionnement intérieur ne serait pas affecté tant dans le domaine de la consommation des personnes que dans celui de l'alimentation du bétail. Alors qu'en fait, on peut entendre par les organismes de propagande gouvernementaux (radio, télé) les appels au «civisme» pour restreindre l'utilisation de l'eau.

La Fédération laitière Rhône-Alpes demande une augmentation du prix du lait de 20 centimes par litre. Du fait qu'avec la sécheresse, le coût de la production aurait augmenté de 8 centimes et en tenant compte d'une baisse de production de 10 %, céréaliers, éleveurs et betteraviers demandent au gouvernement de prendre d'urgence des mesures pour garantir les revenus des producteurs compromis par la sécheresse, encore faudrait-il que cela serve les «petits» qui en ont bien besoin.

De leur côté, les producteurs de bovins estiment que, pour éviter la décapitation du cheptel, il faut immédiatement mettre à la disposition des éleveurs «les fourrages et pailles nécessaires à l'approvisionnement des animaux» Une chose est certaine, c'est que les plus pauvres — qui auraient le plus besoin d'aide — ne peuvent se lancer dans des crédits qu'ils ne pourront jamais rembourser.

La bourgeoisie ne cherche nullement à défendre les intérêts des pauvres, seul ce qui est rentable l'intéresse.

## Pologne

# LES OUVRIERS COMBATTENT LES REVISIONNISTES

Le gouvernement polonais annonçait jeudi, pour le lundi, de nombreuses et très importantes hausses de prix pour plusieurs produits alimentaires de première nécessité : sucre (plus 100 %), le beurre (plus 50 %), les conserves de viande et les charcuteries (plus 69 %), les conserves de poisson (plus 69 %). Aussitôt c'était la ruée vers les magasins de toute taille qui étaient littéralement dévalisés. N'ayant pas osé depuis 70 à la suite des grandes grèves et manifestations ouvrières dans les ports de la Baltique renouveler une telle opération, les révisionnistes polonais n'allaient pas tarder à constater que la classe ouvrière polonaise n'a pas pour autant désarmé. En effet dès jeudi soir, dans la petite ville d'Ursus (ville de 32 000 habitants située à 10 km au sud de Varsovie), les 5 000 ouvriers de l'usine de tracteurs décidaient la grève totale. A la relève de l'équipe de nuit le vendredi matin, les ouvriers chassaient les membres du parti révisionniste polonais qui voulaient faire tourner les machines. Aussitôt de nombreuses manifestations se formaient et bloquaient la voie ferrée, commençaient à déboulonner les voies, provoquant un embouteillage monstre sur plus de 10 km, d'autres stoppaient des dizaines de poids lourds transportant des œufs, du pain et du matériel industriel. Aussitôt le gouvernement faisait bloquer par la police et la milice toutes les issues de la ville mais se gardait bien d'intervenir directement contre la population révoltée. Car la colère gagnait rapidement d'autres usines et villes : à l'usine d'automobiles de «Zeran» dans la banlieue de Varsovie les 15 000 travailleurs déclenchaient à leur tour des mouvements de grève, ailleurs la population bloquait les voies ferrées sur la ligne Cracovie-Varsovie.

Affolés par le développement impétueux des luttes ouvrières, le journal du parti révisionniste polonais condamnait les grévistes et appelait à la reprise du

travail. Mais vendredi dans la soirée, le chef du gouvernement Jaroszewicz, intervenait à la télévision pour annoncer le «report des décisions, pourtant rendues inévitables par la situation, devant les incompréhensions de la population» ! En Hongrie, Radio-Budapest devait aussi déclarer «les augmentations de prix sont une conséquence de faits objectifs, c'est une réalité économique». C'est l'aveu non dissimulé de la crise économique et politique profonde et qui s'aggrave dans les pays de l'Europe de l'Est, dominés entièrement par les nouveaux tsars de Moscou. Comme dans les autres pays

capitalistes, les gouvernements exploitent et oppriment toujours plus durement les masses populaires pour tenter de s'en sortir. Le report des augmentations ne régent en rien les difficultés internes de l'empire social-impérialiste et les masses populaires des pays révisionnistes renforceront leur combat contre la dictature social-fasciste qui les opprime. C'est ce que devait rappeler au cours d'un rassemblement, un ouvrier d'Ursus en déclarant que ce n'était que partie remise et que même dans quelques mois ils n'accepteraient pas davantage les hausses de prix.

## Elections au Portugal

# ECHEC AUX PROSOVIETIQUES

Le résultat des élections au Portugal vient confirmer les prévisions généralement établies sur l'audience des différentes forces politiques. C'est ainsi qu'à 5 heures du matin lundi le général Eanes, l'homme du 25 novembre 1975 obtenait 61,27 % des voix tandis que le général de Carvalho atteignait 16,79 % des voix, l'amiral Azevedo, victime d'une crise cardiaque et hospitalisé depuis quelques jours obtenait 14,15 % et enfin, battu à plate couture le candidat du parti révisionniste portugais Octavio Pato atteignait à peine 7,79 % des suffrages exprimés.

Le vote se déroulait entre deux camps, d'un côté les forces prosoviétiques avec Pato et Carvalho, de l'autre les forces qui s'opposent aux tentatives de contrôle du Portugal par le social-impérialisme russe. La défaite cuisante du candidat révisionniste et le succès du

général Eanes, qui a fait échec au coup de force prosoviétique du 25 novembre auquel participa le général Carvalho, indiquent sans ambiguïté que le peuple portugais attache la plus haute importance à son indépendance nationale. Le peuple portugais a pris conscience au cours des deux années écoulées de la nature du parti révisionniste portugais et des forces «gauchistes» qui gravitent à ses côtés.

La «Pravda», organe de propagande des sociaux-impérialistes russes était d'ailleurs claire vendredi. Elle écrivait qu'il y a au Portugal deux camps, le camp «des partisans de l'unité de toutes les forces démocratiques, civiles et militaires» (c'est-à-dire le camp de l'unité avec les révisionnistes) et le camp des ennemis de cette unité. Eh bien le peuple portugais a choisi de s'opposer au camp révisionniste.

# SUCCES DES JOURNEES D'ACTION POUR LA LIBERATION DE ROMAIN LE GAL

(compte rendu page 3 et photos page 8)



La manifestation de Nanterre mêlée aux immigrés du foyer Sonacotra pendant une halte dans une cité ouvrière (photo HR).

## MESSAGE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE MARXISTE-LÉNINISTE (KPD ML)

Chers amis et camarades, C'est avec indignation que nous avons appris la dernière attaque de la bourgeoisie contre le PCMLF. Notre solidarité va au PCMLF, aux communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge et à tous les autres hommes et femmes

de progrès qui se prononcent pour la libération immédiate du camarade Romain Le Gal et l'annulation des poursuites contre les autres camarades.

L'accusation contre les 6 camarades de «reconstitution du PCMLF» n'est pas seulement une attaque plus

forte portée au PCMLF et au marxisme-léninisme. C'est également une attaque contre la classe ouvrière et tous les autres travailleurs de France, dont le PCMLF défend les intérêts de manière conséquente. Dans le même temps, ces poursuites montrent la faiblesse fonda-

mentale de la bourgeoisie. Elle constituent un aveu involontaire de la bourgeoisie prouvant que le PCMLF vit malgré l'interdiction prononcée en 1968, qu'il combat, qu'il porte de durs coups à la bourgeoisie et qu'il se lie toujours d'avantage aux masses. (Suite page 3)



## Partis révisionnistes européens

## LA CONFERENCE DE LA DISCORDE

Après un an de vives polémiques, et au prix de nombreux compromis, Brejnev aura donc sa récompense : la conférence des partis révisionnistes européens se réunira le 29 juin sous sa houlette, en RDA.

Il faut se rappeler que la dite conférence a été souhaitée par le Kremlin qui en a eu l'initiative et avait solennellement claironné qu'elle serait convoquée avant la conférence d'Helsinki sur «la sécurité et la coopération en Europe», qui s'est tenue en juillet 1975.

Si les travaux ont traîné à ce point, c'est que de nouvelles et amples divergences sont apparues au sein des «partis frères» que Moscou entend commander à la baguette. Le clan des «frondeurs» s'est largement déve-

loppé et touche maintenant, outre les partis roumain et yougoslave, les partis italien, espagnol, anglais et dernier rallié à ce front, français.

Des après-marchandages qui se déroulent depuis un an sur un «projet de déclaration commune», sortirait un texte tellement dilué et édulcoré qu'il en serait devenu «insignifiant» de l'avis général. L'essentiel du débat s'est cristallisé autour de la notion si chère aux révisionnistes du Kremlin, «d'internationalisme prolétarien», concept qui à Moscou, signifie, «souveraineté limitée» et «ingérence» grossière dans les affaires intérieures des autres partis appelés à servir de façon dévouée et zélée les intérêts des nouveaux tsars.

Les Yougoslaves, notam-

ment, menaient la lutte contre cette orientation impliquant l'allégeance à Moscou, allant jusqu'à menacer de ne pas participer à la conférence si ce terme figurait dans le document final. Ils ont eu gain de cause. «Internationalisme prolétarien» n'apparaît pas dans le texte final. Il aurait été remplacé par la notion, plus vague, de «solidarité internationale».

La presse soviétique, dépitée de cette résistance nouvelle, a gardé le plus grand silence sur toutes ces délibérations. Elle n'a même pas encore annoncé le prochain départ de Brejnev pour Berlin-Est.

Celui-ci se consolera pourtant de son demi-échec en cherchant à donner à cette conférence de la discorde une portée «historique». C'est que le plan qu'il suit, est autrement plus ambitieux. Il rêve ni plus ni moins de réussir à imposer à l'ensemble des PC du monde une conférence internationale destinée à isoler ou à condamner le Parti communiste chinois qui s'en tient rigoureuse-

ment à la ligne marxiste-léniniste. Mais ce vieux rêve est une nouvelle fois reporté aux calendes grecques. Les nombreuses discordes qui se sont élevées autour de la seule conférence européenne donnant la mesure des dissensions qui éclateraient publiquement lors d'une conférence mondiale.

En définitive, ce sommet révisionniste européen sera plus une «conférence par omission», chaque terme susceptible de faire problème ayant été écarté que par affirmations. En signant un pâle «document commun» pour exposer ensuite longuement et publiquement leurs positions respectives, les partis révisionnistes européens rompent avec les conférences précédentes où le monolithisme absolu était de règle. Non que la plupart d'entre eux soient véritablement hostiles à la politique de l'URSS et à son hégémonie, mais simplement parce que celle-ci, de plus en plus honnie par les peuples du monde entier, devient de plus en plus difficile à soutenir ouvertement dans leur pays respectif.

## Manifestations ouvrières en Pologne

## COMMENTAIRES CHINOIS ET ALBANAIS

L'agence Chine nouvelle et l'agence télégraphique albanaise (ATA) commentent les manifestations ouvrières qui ont eu lieu en Pologne contre la hausse des prix.

L'agence Chine nouvelle déclare que les manifestations ouvrières de la ville polonaise d'Ursus sont «le résultat inévitable des contradictions grandissantes entre le peuple polonais et la clique dirigeante».

Dimanche matin Chine nouvelle écrit que les augmentations de prix qu'avaient demandées les autorités de Varsovie, s'expliquaient par la «désorganisation de la production agricole» dans le pays.

«Pendant les vingt dernières années ou davantage, ajoute-t-elle, la clique dirigeante polonaise, suivant de près la clique révisionniste soviétique, a restauré le capitalisme dans le pays, désorganisant complètement la production agricole».

L'agence note que, sous «la pression des protestations et des manifestations ouvrières», les «autorités polonaises ont été contraintes» de retirer leurs propositions d'augmentation des prix.

Les grèves et manifestations polonaises ont aussi

été le résultat d'une «exploitation intensive par les nouveaux tsars», l'Union soviétique n'ayant notamment pas fourni à la Pologne les quantités de céréales prévues par les accords, conclut Chine nouvelle.

«Zeri i popullit», organe du Parti du travail d'Albanie note dimanche que les récents troubles en Pologne sont «le résultat de la ligne politique contre-révolutionnaire, suivie par la clique révisionniste, qui a plongé le pays dans une grave crise économique».

Pour le quotidien cité par l'agence ATA, «la clique de Giereck, successeur fidèle de Gomulka, est allée plus loin dans la dégénérescence capitaliste de l'économie et de toute la vie politique et sociale».

«Cette clique» ajoute «Zeri i popullit», qui a enrichi la nouvelle bourgeoisie au détriment des larges masses travailleuses polonaises, a accentué la soumission de la Pologne aux patrons sociaux-impérialistes soviétiques et a conclu des accords politiques et économiques avec l'impérialisme américain ouvrant largement les portes du pays aux monopoles étrangers».

## Les Seychelles accèdent à l'indépendance

L'archipel des Seychelles, colonie britannique de l'Océan indien accède à l'indépendance aujourd'hui lundi. L'archipel qui groupe 92 îles ou îlots d'une superficie totale de 300 km<sup>2</sup>, regroupe une population de 60 000 habitants. Il a été colonisé successivement par les Portugais, les Français puis les Anglais.

C'est un point stratégique important dans l'Océan indien où croisent en permanence les flottes de guerre soviétique et américaine. Les Seychelles, devenues république indépendante, resteront membres du Commonwealth.

## Inde : Un an après l'état d'urgence

«L'état d'urgence» décrété le 26 juin 1975 par Indira Gandhi risque de se prolonger encore de très longs mois. Il permet notamment le maintien d'une censure rigoureuse et le report sine die des élections à la chambre basse qui auraient dû avoir lieu il y a déjà 3 mois. Le gouvernement fasciste indien vient par ailleurs d'annoncer que les opposants pourront désormais être maintenus en prison sans jugement pendant deux ans ! L'augmentation des missions de la police et de ses pouvoirs ne cesse par ailleurs de croître !

Toutefois, malgré l'interdiction des grèves, l'état d'urgence n'a pas intimidé la classe ouvrière indienne dont les luttes se multiplient, notamment chez les chômeurs qui se comptent aujourd'hui par dizaines de millions.

## Porto-Rico : L'impossible unité des pays nantis

Prudemment, les 7 pays les plus riches du monde occidental — USA, RFA, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon — répondant à l'invitation de Ford, présentent leur rencontre au sommet comme «un séminaire de réflexion plus qu'un organe de décision». Car les intérêts qui les opposent, les conduisent plus à s'entredéchirer qu'à s'unifier sur le programme ambitieux qu'ils se sont donnés : tracer les grandes lignes de ce que seront leurs politiques économiques jusqu'en 1980, tant au plan national que mondial. L'impérialisme américain espère imposer à cette occasion une coordination de leurs positions face aux légitimes et vigoureuses exigences du tiers monde d'un nouvel ordre économique mondial, et cela en un délai de 24 heures seulement ! Le fait que les 9 pays membres de la CEE n'aient pas trouvé une base d'accord pour une représentation commune à ce sommet est un avant-goût des divergences profondes d'intérêt qui opposent les pays riches du monde occidental.

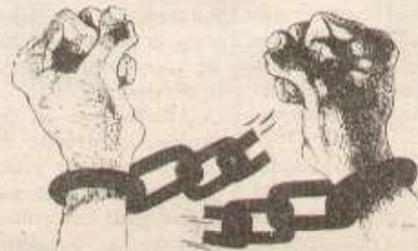
Ford, qui a gardé un amer souvenir de l'échec que sa politique de confrontation a rencontré à Nairobi, au dernier sommet de la CNUCED, risque de courir à Porto Rico à une nouvelle catastrophe.

## OUA : Djibouti et l'Afrique du Sud au centre des débats

La 27<sup>e</sup> session du conseil des ministres de l'OUA se tient dans l'île Maurice, ces jours-ci. Dès l'ouverture de ses travaux, il a clairement défini ses objectifs : décolonisation totale du continent africain avec deux axes principaux : l'Afrique du Sud et Djibouti.

L'ordre du jour de la session réserve une part importante aux luttes de libération en Afrique australe (Afrique du Sud et Rhodésie). Le conseil réclamera sans nul doute, l'application rigoureuse des sanctions adoptées contre les régimes racistes de Vorster et de Smith.

Le problème de Mayotte sera également abordé, entraînant une nouvelle et ferme condamnation de la politique française qui s'obstine à ignorer l'appartenance de l'île à l'archipel comorien. Enfin, la décolonisation de Djibouti sera largement discutée.



## LIBAN

## LA POPULATION VICTIME DE LA GUERRE CIVILE

Si les superpuissances surtout l'URSS ne négocient pas leurs livraisons d'armes et d'argent pour faire s'entretuer des Libanais entre eux et des Arabes entre eux, c'est le peuple libanais qui fait les frais de cette intervention étrangère camouflée qui dure depuis plus de quatorze mois. Voici à cet égard un témoignage du correspondant de l'AFP à Beyrouth.

La vie quotidienne devient rapidement intenable à Beyrouth, où il est plus facile de trouver une caisse de munitions qu'un litre d'eau.

Sous un soleil de plomb, six cent mille habitants, privés d'électricité, d'eau, d'essence, d'aliments frais, de téléphone, doivent se débattre dans des difficultés croissantes.

La situation a rapidement empiré au début de la semaine. L'offensive lancée mardi par les forces conservatrices contre les camps palestiniens de Tal el Zaatar et Jisr el Pacha a entraîné immédiatement la destruction des principales lignes à haute tension alimentant Beyrouth. Totalement privé d'électricité, Beyrouth est également sans eau, car les pompes électriques alimentant la capitale se sont arrêtées. Les habitants se sont alors rués sur les dernières bouteilles d'eau ordinaire à 60 piastres, le prix de la bouteille a doublé pour atteindre 1,25 livre (2,50 F français). Vendredi après-midi, il était devenu pratiquement impossible d'en trouver dans les magasins. La mise en service d'un régime de distribution d'eau, à certaines heures de la journée est envisagé.

Plus encore que les bombardements, le manque d'eau par une chaleur de trente à trente-cinq degrés, a eu un effet démoralisant sur la population. Il est devenu impossible de prendre une douche. A l'heure de la soif, un verre d'eau tiède est un luxe.

Les premières pannes d'électricité, au début du mois de juin, n'avaient duré que trente-six heures au maximum, cette semaine, il s'agit d'une coupure totale qui, selon un responsable de l'électricité du Liban, ne pourra prendre fin qu'une semaine après l'arrêt total des combats dans la région de Tal el Zaatar, en raison des réparations nécessaires.

Jamais les groupes électrogènes n'ont été aussi recherchés à Beyrouth, mais rares sont ceux immédiatement disponibles ou capables de fonctionner sans interruption. La moindre panne est un casse-tête. Il faut trouver un technicien, puis un concessionnaire encore ouvert et possédant les pièces nécessaires. S'il faut faire des démarches de part et d'autre de la ligne de démarcation, le résultat est encore plus aléatoire en raison de l'insécurité au passage du musée, et de l'interruption des communications téléphoniques qui avaient fonctionné sans défaillance pendant la première année de guerre. Ce qui est vrai pour les groupes électrogènes, l'est également pour les automobiles qui ne peuvent plus être réparées normalement et pour tout ce qui doit être régulièrement entretenu dans une ville «moderne» de plusieurs centaines de milliers d'habitants.

## nouvelles intérieures

## Contre les éboueurs, Defferre fait appel à l'armée

Defferre se croit revenu à l'époque des gouvernements socialistes de la 4e République, quand son compère Jules Moch faisait intervenir l'armée contre les travailleurs en grève. Vendredi soir, il avait en effet affirmé que si la grève des éboueurs de Marseille se poursuivait il ferait appel à l'armée.

Dimanche matin, des équipes de soldats sont intervenues.

Dans son journal «*Le Provençal*», Defferre écrivait samedi matin : «*La gauche, le socialisme, ce n'est ni la paresse, ni la démagogie, ni la faiblesse, ni le bavardage.*» Puis il ajoutait que son devoir était «*de se montrer efficace, de ne pas se perdre en tergiversations.*» Enfin, reprenant un refrain bien connu de tous les réactionnaires, il affirmait : «*Il s'agit d'une entrave à la liberté du travail, organisée et menée par une minorité agissante utilisant tous les moyens pour tenter d'imposer sa loi.*» Ce sont ces mêmes arguments qu'avaient utilisés il y a quelques temps un de ses compères de la direction du PS pour faire appel aux CRS contre les étudiants de Nancy.

Comme on peut le voir, les dirigeants socialistes ne se différencient en rien de ceux qui sont au gouvernement à l'heure actuelle. S'ils redevenaient ministres, ils n'hésiteraient pas plus à lâcher les flics contre les ouvriers et le peuple. D'ailleurs leur passage au gouvernement, dans le passé, l'a suffisamment montré. Mitterrand, qui vient de préfacer un livre sur les «libertés», est celui qui fit exécuter le militant communiste Fernand Yveton. Rien d'étonnant donc aux agissements d'un Defferre.

Quant aux dirigeants du PCF, ils feignent de soutenir les revendications des éboueurs afin de préparer le terrain pour les prochaines élections municipales. Ils voudraient utiliser la lutte des éboueurs comme un instrument dans leur rivalité avec leurs compères socialistes. Mais ils se gardent bien de faire savoir que dans les municipalités qu'ils contrôlent dans la région, ils refusent également de satisfaire les revendications des éboueurs, et ils craignent par dessus tout que la lutte puisse s'étendre à leurs municipalités.

## Les défenseurs de Marchais l'expulseur

Mis à part la justice bourgeoise et les flics qui leur ont prêté main forte pour jeter à la rue la famille Dauplet, les dirigeants du PCF ont trouvé d'autres défenseurs. D'abord les trotskystes de «Rouge» qui écrivent dans leur feuille, sous le titre «*Quand les rôles s'inversent*», «*il faut quand même dire que le propriétaire du pavillon se trouve être le PCF qui tient à terminer la construction de son siège place du colonel Fabien ; et qu'il semble bien que ce dernier soit victime d'une manœuvre d'intox en règle de la part de la majorité du conseil de Paris.*» Puis ces messieurs citent longuement les déclarations du PCF. Ils sont ainsi fidèles à leur rôle d'ennemis du peuple, toujours prêts à apporter leur aide aux dirigeants révisionnistes.

Deuxième défenseur : «Libération» qui écrit : «*L'expulsion ne doit pas être un thème tabou. Il n'est pas question d'être par principe contre toute expulsion ce qui ne serait qu'une position conservatrice visant à perpétuer une situation acquise.*»

De l'apologie de la drogue à celle des expulsions, «Libération» va de «progrès en progrès». Mais nous aurons l'occasion d'y revenir.

Au total : Marchais, justice, flics, trotskystes, «Libération», même combat !



POUR CORRESPONDRE  
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

## Succès des journées d'action pour la libération de Romain Le Gal

### Région parisienne

Deux manifestations à Vitry et Nanterre dans la journée de samedi et une autre à St-Denis dimanche matin ont rassemblé à chaque fois de 300 à 500 personnes.

Parcourant des cités des quartiers ouvriers ou des marchés très populaires ces manifestations ont plusieurs fois rencontré le soutien de la population. De nombreuses interventions développaient les objectifs des journées d'action et expliquaient les mots d'ordre pour la libération de Romain Le Gal et de tous les emprisonnés politiques. Un sketch et un récit sur la vie de notre camarade Le Gal, illustré par de grands dessins furent joués à plusieurs reprises devant un public attentif et chaleureux, particulièrement dans une grande cité de Nanterre regroupant des immeubles HLM et un foyer Sonacotra.

Tout au long des parcours de nombreux bombes signés du PCMLF témoignaient de l'activité intense de ce parti qui saisit d'ailleurs l'occasion pour diffuser des milliers d'exemplaires de son organe central clandestin «L'Humanité nouvelle».

Les mots d'ordre associaient la lutte contre la répression qui frappe des militants syndicalistes et les masses populaires dans les usines, les quartiers et les campagnes à la lutte pour la libération des prisonniers politiques.

Dans ces municipalités tenues par les révisionnistes c'est aussi à plusieurs reprises que devait retentir le mot d'ordre «Majorité, Union de la gauche, c'est la même répression» faisant ainsi allusion notamment à la réquisition de l'armée par le socialiste Defferre contre les éboueurs grévistes de Marseille et à l'expulsion d'une famille de retraités par Marchais place du colonel Fabien. Outre les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge et la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, organisatrices des manifestations, les marxistes-léninistes tunisiens du journal le «Travailleur tunisien» prirent la parole en arabe et en français et une délégation du PCR-ml participait à la manifestation de St-Denis.

C'est au chant de l'Internationale, et avec la détermination de poursuivre l'offensive contre la répression, et la mobilisation pour libérer Romain Le Gal que les cortèges se dispersèrent.

### Rennes

Samedi vers 16 h 30 sous un soleil de plomb démarrait à Rennes dans le centre de la ville à l'appel de l'Humanité rouge et de la JCMLF une manifestation regroupant plus d'un millier de personnes pour affirmer le soutien à notre camarade Romain Le Gal exiger sa libération, exiger la levée des inculpations contre les autres camarades de Lorient ainsi que la libération de tous les emprisonnés politiques. Le cortège devait parcourir les quartiers de la ville pendant 1 h 30 tout en lançant des slogans contre l'État, la répression et pour le soutien aux luttes ouvrières, paysannes et populaires dans la région. «A bas l'interdiction du PCMLF» était repris de nombreuses fois.

Le cortège s'arrêtait vers 18 heures devant le palais de justice où plusieurs orateurs intervenaient : notamment un ouvrier représentant les ouvriers de la chaussure de chez Réhault à Fougères, une intervention de l'Humanité rouge, et un message du Comité de parti de la ville du PCMLF. La manifestation se termina dans l'enthousiasme et la détermination au chant de l'In-

ternationale après avoir entendu un appel au rassemblement à Lorient le 11 juillet contre la répression et pour la libération de Romain Le Gal.

### Grenoble

Environ 150 personnes se sont regroupées à 10 heures au marché populaire de la place St-Bruno pour manifester à l'appel des marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, avec le soutien du groupe «Le Travailleur», de l'Union des étudiants français en France, de l'Association des stagiaires et étudiants comoréens et de la JCMLF.

Après une prise de paroles expliquant les causes de la répression et le pourquoi des attaques contre le PCMLF, le cortège s'est ébranlé aux cris de «Libérez Le Gal et tous les emprisonnés politiques».

En tête 2 camarades, portant des masques représentant Giscard et Marchais, se faisaient des politesses et tempéaient ensemble contre les drapeaux rouges.

Après 3 autres prises de paroles dont l'une, sur l'autre grand marché populaire de Grenoble, place Ste-Claire, la manifestation s'est dispersée place Notre-Dame.

## Le soutien aux 2 anti-fascistes de Boulogne-Billancourt s'organise (extraits)

Jeudi dernier 24 juin, une quarantaine de personnes se sont réunies pour constituer un comité de soutien pour la libération de Le Sénéchal et Arnulf. Ces deux antifascistes s'étaient fait interpellés jeudi 10 juin à proximité des usines Renault, alors qu'ils protégeaient la sortie des immigrés de l'équipe du soir d'une agression possible des fascistes du Front national, qui tenaient, au même moment un meeting en plein Billancourt.

(...) Les deux antifascistes inculpés par le juge Kuck de «détention d'explosif et tentative de dégradation d'édifice par explosif», sont passibles de la cour d'Assises!

Le comité de soutien pour leur libération s'est constitué sur un triple objectif :

1/ populariser l'initiative des deux camarades en expliquant qu'ils sont des antifascistes (...) et en rétablissant ainsi la vérité par rapport à toutes les versions mensongères qui sont répandues. (...)

2/ soutenir politiquement les camarades en constituant un rapport de force qui leur soit favorable et qui interdise au pouvoir de condamner impunément les antifascistes.

3/ faire tout pour la libération des deux camarades, le cas de ces deux camarades montre la volonté de la bourgeoisie de monter d'un cran dans la répression des militants antifascistes (...)

Le comité de soutien pour la libération de Le Sénéchal et Arnulf a décidé d'entamer une campagne sur ces objectifs.

Prochaine réunion pour faire un premier point : jeudi 1er juillet, patronage laïque 72 av. Félix Faure - Paris 15e.

Pour prendre contact avec le comité, pour soutenir financièrement les deux camarades, pour envoyer les éléments pour un dossier antifasciste, écrire ou passer à la librairie Floréal 121 av. du Maine Paris 14e.

Le comité de soutien pour la libération de Le Sénéchal et Arnulf.

### MESSAGE DU COMITÉ CENTRAL DU KPD/ML

(Suite de la page 1)

La récente attaque de la bourgeoisie française contre le PCMLF provient de la peur qu'elle a de l'agitation, de la propagande et de l'activité révolutionnaire d'un authentique parti marxiste-léniniste dans une situation où les luttes de classe prennent un grand essor. La bourgeoisie répond à ces luttes des masses par une aggravation de la répression politique. Les noms de Siméoni, Teisseyre, Loquet, Villiers et d'autres en témoignent. Mais elle concentre ses coups contre le parti communiste marxiste-léniniste. Car, comme déjà lors de l'interdiction du PCMLF en 1968, ce que la bourgeoisie craint par dessus tout, c'est que les masses en lutte se soulèvent un jour sous la direction du PCMLF en une puissante tempête contre les bastions de la bourgeoisie, qu'elles détruisent l'État bourgeois par la révolution socialiste et édifient la dictature du prolétariat.

Camarades, Dans les démocraties bourgeoises de tous les pays ouest-européens, la bourgeoisie renforce aujourd'hui l'oppression politique du prolétariat et des travailleurs. Dans les pays révisionnistes est-européens la bourgeoisie exerce une dictature fasciste ouverte contre le peuple travailleur. Partout la bourgeoisie concentre ses coups contre les partis communistes marxistes-léninistes. Un exemple en est, avec les attaques contre le PCMLF : les poursuites à l'égard du «Roter Morgen» l'organe central du KPD/ML.

Nous autres communistes n'avons pas lieu de nous lamenter devant ces attaques répétées. Car la répression bourgeoise accrue, n'est rien d'autre que la réponse aux combats toujours plus forts des masses travailleuses et à l'influence accrue des partis communistes marxistes-léninistes dans ces combats. «Être attaqué par l'ennemi, c'est une bonne et non une mauvaise chose».

Camarades, Nous sommes sûrs que le PCMLF retournera comme un boomerang contre la bourgeoisie ces attaques renouvelées contre le marxisme-léninisme et les partis marxistes-léninistes. Les deux mois écoulés ont déjà montré, que les forces de la révolution ressortiront de ce combat plus fortes qu'avant.

Liberté pour Romain Le Gal !

Levée des inculpations contre les camarades Romain Le Gal, Jacques Leforestier, Jean et Geneviève David, Hervé Jégouzo !

Vive le PCMLF  
Vive le marxisme-léninisme !

Vive l'internationalisme prolétarien !

Salutations communistes  
Le Comité central du KPD/ML



Ductair (groupe Heurtey) à Marseille-en-Beauvaisis

## Difficultés de la lutte contre les licenciements dans une petite entreprise

Ductair, unique entreprise dans un petit bourg, emploie 78 personnes dont 52 ouvriers. Située à 25 km de Beauvais, elle fabrique principalement des gaines de ventilation (60 % du chiffre d'affaires), des filtres et des clapets et autres accessoires de conditionnement d'air.

Ductair a été rachetée fin 1972 par le groupe Heurtey (bureaux d'études) et est ainsi devenue une de ses 34 filiales ou sous-filiales. Heurtey appartient lui-même au trust financier Paribas (Banque de Paris et des Pays-Bas). Rattachée plus directement à Bergeon, société du groupe spécialisée dans le conditionnement d'air, Ductair devient de fait l'atelier de fabrication de Bergeon, tout en ayant soi-disant sa pleine autonomie (1).

### Un zélé exécuteur des hautes œuvres de Paribas

Les travailleurs de Ductair ont par ailleurs le «privilege»

### NOUVELLES GALERIES (CLERMONT-FERRAND) 12 MAGASINS EN GREVE

Les Nouvelles Galeries, 95 magasins en France, est une des plus grandes entreprises commerciales françaises.

Aux Nouvelles Galeries de St Laurent du Var, après 3 semaines de grève, les employés avaient obtenu 150 F d'augmentation. Suite à cela, un mouvement de lutte sans précédent se développe. 12 magasins parmi les plus importants sont actuellement en grève pour obtenir la même chose que leurs camarades de St Laurent du Var.

A Clermont-Ferrand, les employés sont en grève à 95 % — magasin et dépôt — et bloquent les entrées du magasin. Ils expliquent aux clients leur lutte, leurs conditions de travail et leurs salaires.

Ils font une collecte permanente fructueuse qui témoigne de la solidarité des travailleurs, clients aussi, qui ont à souffrir du manque de personnel et de la valse des étiquettes.

Correspondant HR.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

d'avoir comme PDG, un monsieur Benain, directeur du personnel de Heurtey, PDG ou administrateur de bien d'autres filiales du groupe. Un monsieur bien connu pour avoir été à la Compagnie des compteurs puis chez Heurtey même en 71 le spécialiste appointé par Paribas pour opérer des licenciements — ce dont d'ailleurs il se vante publiquement ! Les travailleurs de Ductair ne s'y sont pas trompés puisqu'ils l'ont baptisé «Monsieur le liquidateur en chef» !

### La liquidation : les travailleurs s'organisent

En février-mars 76, la situation peut paraître excellente puisque Ductair embauche. Or le 19 mai, Benain provoque une réunion exceptionnelle du CE pour lui annoncer la nécessité de réduire les effectifs, c'est-à-dire de procéder à 52 licenciements. Car l'activité «gaines» ne serait plus rentable. Dans le même temps d'ailleurs, la direction donne comme consigne — verbale — de ne plus accepter de commande de gaines !

A peu près immédiatement, les travailleurs décident de créer une section CGT qui prend la direction de la lutte contre les licenciements : le 2 juin, 90 % du personnel se met en grève. Conscients de leur isolement, les responsables cégétistes prennent contact avec la CGT-Bergeon (seul syndicat implanté) et la CFDT-Heurtey. Les deux réagissent immédiatement en popularisant sur leurs boîtes la lutte des Ductair.

Quant à la CGT-Heurtey, pourtant informée par la CGT-Bergeon et la CFDT-Heurtey, elle ne bronche pas. Mieux, le 24 juin, elle diffusera un tract réclamant des augmentations de salaires pour les cadres soi-disant lésés et ne soufflant pas un traitre mot de la situation à Ductair.

### L'évolution de la situation

Après une huitaine de jours de grève, les travailleurs obtiennent le recul de la procédure de licenciements (vice de forme dans la procédure) et une expertise comptable. Dans l'attente des résultats de celle-ci, ils suspendent le mouvement, mais réduisent sérieusement les cadences.

Le 19 juin, la section CGT organise un match de foot et une «brochette-party» au profit des travailleurs.

Depuis la reprise du travail, des éléments favorables à la direction s'empresent d'utiliser tous les moyens classiques pour diviser les travailleurs («t'inquiète pas, tu n'es pas dans le coup», etc.).

Le 24 juin, 3 délégués CFDT d'Heurtey, invités par la CGT-Ductair, se rendent à l'usine et, devant une AG des travailleurs, interviennent principalement sur la nécessité de l'unité des travailleurs non seulement au niveau de l'usine, mais à celui de tout le groupe. Leur proposition d'action est bien accueillie. Après l'AG, les travailleurs leur posent de nombreuses questions : ils sentent un réel soutien de la part de ces camarades.

### L'attitude démobilisatrice des révisionnistes

A Marseille, le PCF se démène, tout au moins en façade : prise de parole devant l'usine, délégation, proposition de meeting avec les travailleurs, etc. Mais que dit-il ? Rien d'autre que son refrain bien connu : c'est la faute au système — et pour

changer le système, une seule solution «pour une vie meilleure» l'adhésion au PCF ! Autrement dit, avant les élections, les licenciements sont inévitables. Après ils se chargeront sans doute de dire de même !

Parallèlement à cette tentative de récupération sur place, les comparses révisionnistes de Paris par CGT-Heurtey interposée, ne lèvent pas le petit doigt. Attitude concertée en fait : il faut éviter à tout prix l'extension au niveau du groupe, maintenir Ductair dans son isolement pour mieux «encadrer» la lutte — c'est-à-dire la saboter au seul profit des intérêts locaux et électoraux du PCF.

Appuyés par une CFDT résolue et qui veut que le problème soit posé au niveau du groupe, non seulement pour Ductair, mais pour les 33 autres filiales, les travailleurs de Ductair sauront prendre les initiatives nécessaires pour forger l'unité la plus large avec les travailleurs de Paris, sur une position de classe. Mais ils sauront aussi distinguer dans leur lutte, leurs vrais de leurs faux amis.

Correspondant HR

(1) : c'est une situation qui n'est pas particulière à Ductair. Nous reviendrons dans notre numéro du 8 juillet sur ce que représente pour le patronat cette prolifération de filiales.

## ACTIONS DE SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DE LA SONACOTRA

RENNES : 2 JOURNÉES DE SOUTIEN

Samedi et dimanche avaient lieu 2 journées de popularisation et de solidarité aux grévistes de la Sonacotra à Rennes, organisés par le comité de soutien avec la participation de deux membres du comité de coordination. Des films sur l'immigration furent projetés, des débats animés par les comités de coordination et de soutien devaient permettre aux participants de mieux connaître la vie des travailleurs immigrés en France, de connaître leurs luttes et notamment celle de la Sonacotra et tout ce qu'ils ont dû balayer comme obstacle devant eux pour lutter : notamment les faux communistes du PCF, infiltrés à la tête de la CGT ou dans certains secteurs de l'Amicale des Algériens. Plusieurs centaines de personnes devaient participer à ces deux journées, malgré la chaleur torride qui continue de s'abattre sur la région.

\*\*\*\*\*

### MARSEILLE : MEETING DE SOLIDARITÉ

Jeudi soir devait avoir lieu à Marseille un meeting de soutien aux grévistes de la Sonacotra à l'appel de notre journal, de l'UCF (ml), du Mouvement d'action judiciaire, de la FEANF et soutenu par El Amel tounsi (Le Travailleur tunisien), le PCMLF et les étudiants comoriens. Un membre du comité de coordination devait prendre la parole, expliquer la grève et ses acquis, notamment sur les plans politique et d'organisation, expliquer que la dénonciation des faux communistes du PCF n'était pas le fait de quelques individus mais qu'elle avait un caractère de masse du fait de leurs agissements concrets. Un débat auquel devaient participer des représentants syndiqués des employés de la Sonacotra de Marseille désireux de comprendre correctement la lutte des résidents devait clôturer le meeting enthousiaste.

## la France des luttes

### Marseille

## Defferre récidive Action des chômeurs pour le transport gratuit

Les comités de chômeurs de Bassens (Marseille) d'Aix et de Martigues, soutenus par des travailleurs avaient organisé ce samedi 26 une journée d'action pour la gratuité des transports urbains pour les chômeurs. Cette journée avait été préparée par une explication auprès de la population des chômeurs et des travailleurs de la RATVM (Régie autonome des transports de la ville de Marseille) par tracts et affiches. Ce samedi à 17 h 30, 150 chômeurs et travailleurs se rassemblaient au centre ville devant le terminus de nombreux bus.

Des tickets symboliques de transport sur lesquels était imprimé : «Transports gratuits, chômeurs solidarité» étaient distribués à tout le monde. Plusieurs interventions expliquaient à la foule nombreuse à cette heure cette revendication et la victoire qu'ont obtenue d'autres chômeurs dans plusieurs villes de France. Les mots d'ordre «Transports gratuits pour les chômeurs, contre le chômage, unité de tous les travailleurs» furent repris très souvent. Les chômeurs appelaient à prendre des bus gratuits, vers

18 heures les manifestants montaient dans un bus et payaient avec le ticket de solidarité. La direction de la RATVM directement sous la responsabilité du maire de Marseille, bloquait le bus. Les chômeurs dénonçaient alors cette mairie «socialiste» qui ne savait répondre aux revendications que par le blocage du bus. Durant une heure le bus était occupé ; la direction de la RATVM faisait savoir qu'elle arrivait. A 19 heures, à sa place, de nombreux cars de flics arrivaient sur les lieux du rassemblement. A ce moment-là, le but de la journée d'action était atteint : populariser la revendication auprès des chômeurs et la solidarité autour d'eux.

A 19 H 15, la manifestation se dispersait. Aujourd'hui, les flics sont envoyés pour réprimer des chômeurs, comme des militaires réquisitionnés par la mairie pour casser la grève des éboueurs de Marseille (voir article page 3). Cela montre le vrai visage d'une municipalité signataire du programme commun.

Correspondant HR.

## MOTION CONTRE LA REPRESSION de la section SGEN-CFDT de l'université Paul Sabatier

Le 12 avril 1976, cinq militants de l'Humanité rouge et syndiqués CFDT, habitant à Lorient ont été inculpés et déferés devant la cour de sûreté de l'Etat pour «reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France» et «démoralisation de l'armée».

Depuis lors, l'un d'entre eux, Romain Le Gal, employé municipal à Lorient, est toujours détenu à la prison de Fresnes. On vient de lui refuser pour la troisième fois sa mise en liberté provisoire. La grande presse fait le silence sur cette inculpation pour «délit d'opinion».

Ces arrestations s'inscrivent dans le cadre de la répression de plus en plus violente contre l'ensemble des travailleurs en lutte.

— Arrestations et inculpations de plusieurs dizaines de militants et soldats en décembre 75.

— Arrestation de militants corses.

— Arrestation du viticulteur Teisseyre.

— Arrestations et expulsions de travailleurs immigrés.

— Répression violente des manifestations de paysans, ouvriers et étudiants (2 morts parmi les paysans !).

— Inculpations continues de délégués syndicaux.

— Et surtout mise en œuvre de nouveaux décrets «d'exception» au nom de la lutte contre le banditisme et destinés en réalité à museler les travailleurs en lutte (fouilles des voitures, légalisation des opérations «coups de poing»...).

La section syndicale SGEN-CFDT de l'université Paul Sabatier, s'élève contre l'ensemble de ces mesures de répression et exige :

— la libération de Romain Le Gal et de tous les prisonniers politiques ;

— la levée des inculpations ;

— la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat ;

— la levée de l'interdiction du FRAP et du PCMLF.



P et T

## Lutte contre la répression au centre de tri d'Austerlitz

Suite à des prises de parole sur le temps de travail, l'administration sanctionne deux militants syndicaux ; elle compte sur la division et sanctionne durement un délégué CFDT (mise au 1/2 choix), le délégué CGT n'ayant droit qu'à des observations.

Face à cela la CGT s'oppose ouvertement à la riposte au début, puis elle va tenter de saboter la mobilisation.

Que dit la CGT : « Si on démarre, on va au casse-pipe... Les gars ne sont pas prêts... on ne peut pas lutter à chaque sanction ».

Il faut dire qu'après une demi-douzaine de grévettes de 24 heures parachutées et inefficaces les travailleurs commencent à poser des questions aux directions syndicales.

Que répond la CFDT : la CFDT décide de faire des AG explicatives et de faire voter le principe d'une grève sur les sanctions. Les AG auront lieu, la grande majorité du personnel se prononce pour la grève, dans certains cas sans préavis, alors même que certains militants jettent le pessimisme parmi les travailleurs.

Mais la position de la CFDT est inconsciente : alors qu'il était possible de démasquer la direction CGT,

elle appelle à la grève contre la répression dans le cadre du 24 juin, journée d'action catégorielle au niveau des PTT, décidée bureaucratiquement par les confédérations. L'argument employé : on ne peut pas sortir sans la CGT. Or des militants et adhérents de base de la CGT étaient prêts à sortir.

### Quelle est alors la situation ?

D'une part la CFDT appelle localement à la grève contre la répression le 24. D'autre part la CGT, opérant un recul tactique appelle parallèlement à la grève sur les revendications catégorielles et secondairement sur la répression. Les fédérations sortent des tracts portant uniquement sur les revendications catégorielles.

Aussi, résultat du suivi de la CFDT par rapport à la CGT, la plus grande confusion règne chez les travailleurs. Les AG clarifieront partiellement les choses. Les travailleurs feront grève contre la répression. Une attitude conséquente de la CFDT aurait été d'appeler à la grève contre les sanctions hors du cadre de la journée du 24 et jusqu'à la levée des

sanctions (y compris les sanctions par le biais de la notation visant les travailleurs combattifs que l'administration tente d'intimider).

Les résultats : les pourcentages de grévistes sont élevés : de 70 à 80 %, et montrent la combativité des gars lorsque l'on porte atteinte aux avantages acquis.

Il faut aussi remarquer que certains services sortis à 30 % lors de la grève du 13 mai (grève parachutée en dehors des préoccupations des travailleurs) sont sortis à plus de 80 % le 24.

### Quelles leçons faut-il en tirer ?

Les travailleurs sont prêts à se battre si les bases de lutte sont claires (ici la répression) ; s'ils peuvent décider démocratiquement de la lutte.

Mais cela ne peut se faire : 1/ qu'en démasquant la tactique révisionniste et ceux qui la suivent, qui sabotent la lutte contre la répression alors qu'ils appellent à des journées d'action démobilisatrices et inefficaces. Ceci s'explique car la lutte contre la répression se mène contre la bourgeoisie dans son en-

semble et leurs grévettes s'inscrivent dans leur stratégie pour prendre la place du gouvernement actuel.

2/ qu'en mobilisant les travailleurs par des AG non formelles où les travailleurs peuvent effectivement prendre la parole et décider des formes et objectifs de la lutte à engager.

Le succès de cette grève est une claque cinglante pour les diviseurs et saboteurs des luttes.

D'un autre côté, les directions syndicales tenteront de récupérer le mouvement en le dévoyant de ses objectifs : cette journée ne devrait pas être un point final à la lutte contre la répression.

Mais que les technocrates confédéraux qui programment la « lutte de classe » en fonction de leur calendrier de collaboration de classe prennent garde, car les travailleurs sont de plus en plus nombreux à vouloir sortir du carcan imposé par ces « sauveurs suprêmes », apôtres du programme commun réactionnaire. Les marxistes-léninistes soutiennent ces justes aspirations qui se développent rapidement ; parallèlement la conscience de la véritable nature de classe du révisionnisme s'accroît elle aussi.

Les marxistes-léninistes d'Austerlitz

## CONTRE LA REPRESSION, UN POUR TOUS, TOUS POUR UN !

A la maison de repos de la Grande Motte, le directeur Coulié ne peut supporter l'existence d'une section CFDT dans l'établissement.

Depuis la création de la section, 2 syndiqués ont été licenciés tandis que les 8 restants subissent mises à pied, avertissements, changements d'horaires, provocations quotidiennes. Le directeur a créé une section FO pour diviser les travailleurs.

Mais samedi 19 juin, c'est plus de 50 travailleurs qui sont venus manifester leur solidarité à leurs camarades.

Défilant derrière une

banderole, ils venaient avertir Coulié que ses manœuvres répressives n'intimidaient personne et au contraire renforçaient la détermination de tous.

Les jours précédents, plusieurs sections syndicales avaient averti par lettres, le directeur qu'elles ne laisseraient pas leurs camarades se faire réprimer.

La manifestation de samedi n'était qu'une étape. Au procès intenté contre le directeur et qui aura lieu le 27 juillet, nous serons encore plus nombreux.

Correspondant HR.

### TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE  
No 30226672 - La Source

## la France des luttes

### Franche-Comté

## Sècheresse, expulsion, spéculation, les paysans font échec aux profiteurs

La sécheresse profite aux capitalistes et aux gros paysans en Franche-Comté comme ailleurs ; elle va mettre sur la paille un lot encore plus important de petits paysans qui n'ont aucun moyen pour y faire face.

Ils n'ont ni matériel adapté, ni réserve d'alimentation pour leur bétail, ni économie ; c'est le cas aussi pour la couche de paysans modernisés et endettés qui doivent rembourser ce qu'ils ont investi dans l'achat de matériel et nourrir leurs troupeaux qu'ils avaient d'ailleurs développés. Les propriétaires terriens et les gros paysans en profitent pour tenter d'expulser certains fermiers et accaparer de nouvelles terres. C'est compter sans la résistance des petits paysans.

A Montigny les Arsures dans la région d'Arbois (Jura) le lundi 21 juin, la quasi totalité des paysans de ce village, s'est opposée à ce que de gros éleveurs ne viennent récolter le foin d'un petit fermier expulsé. En effet la propriétaire des terrains a entrepris d'expulser un petit fermier ; elle a, par ailleurs, lancé des annonces aux agriculteurs intéressés pour venir faire les foins sur les hectares en question.

Quelle aubaine quand il y a une sécheresse pareille ! Mais face à 2 gros paysans venus de la plaine une quinzaine de cultivateurs du village ont riposté ; les deux gros paysans sont repartis bredouilles. Ce fut aussi le cas d'un gros éleveur de moutons qui, sous la pression des paysans dut aller réclamer l'acompte versé à la propriétaire pour les foins. Cette dernière ne réussissant pas à expulser le fermier a le culot de déclarer : « C'est à moi qu'on enlève le pain de la bouche (...) ; "ils" préfèrent le rapport de force et veulent me forcer sous la pression, je sais que je risquerai ma peau, "ils" ont bien descendu les CRS ». Elle montre ainsi encore mieux à quel camp elle appartient, à celui de ceux qui tuent les petits et moyens paysans.

Mais ceux-ci ne se laissent pas faire et bénéficient même dans cette lutte du soutien du président de la FDSEA du Jura qui déclare : « S'il y a des terrains disponibles, ils doivent revenir en priorité à ceux qui en ont besoin pour vivre ». Le maire du village soutient, lui aussi, le petit fermier : « Il y en a assez qui s'en vont... » souligne-t-il. Devant la solidarité des petits et moyens paysans qui se développe et s'organise les propriétaires s'inquiètent. Ainsi la FNPA (Fédération nationale des propriétaires agricoles) réagit ; elle rappelle son but essentiel, qui est : « de défendre les intérêts de ses adhérents et de soutenir le droit de propriété dans l'évolution de la société » et vient de lancer un appel aux propriétaires afin qu'ils

s'organisent contre ceux qui contestent leur droit à les expulser.

### «LUTTONS POUR GARDER ET CONTROLER NOTRE OUTIL DE TRAVAIL»

Tel était le titre de la banderole qui était plantée en bordure d'un champ où des agriculteurs faisaient les foins. Cela s'est passé jeudi à Magnivray en Hte-Saône. En effet, à l'initiative du CDJA local des agriculteurs ont entrepris de faire les foins d'une parcelle de 3 hectares dont la propriétaire veut également expulser le locataire ; or, ce dernier a dû s'endetter pour se moderniser et avec les 3 hectares de moins il n'aurait plus la surface minimum pour toucher les prêts du Crédit agricole. Les paysans sont résolus dans cette lutte et des membres du CDJA local déclarent : « Il est temps de mettre fin aux rivalités intestines, les exploitants doivent s'unir pour obtenir un contrôle dans le domaine foncier, les agriculteurs du canton entendent faire comprendre que le droit au travail passe avant le droit de propriété ».

Dans le Jura aussi, à « La Fragneuse » 25 paysans de la FDSEA sont venus avec leur matériel récolter des foins. Les 6 hectares concernés sont des terres dont le propriétaire veut déposséder un fermier. En octobre 1975, il en avait été de même en ce qui concerne la récolte de maïs. Cette solidarité paysanne entre petits fermiers et petits propriétaires qui contestent le droit de propriété capitaliste et mettent en pratique le juste mot d'ordre de « la terre à ceux qui la travaillent », n'est-ce pas aussi un signe du changement des mentalités favorable à l'unité ouvriers-petits paysans contre le système capitaliste pour la révolution prolétarienne ?

### Pauly (Clermont-Ferrand)

## GREVE POUR LA REINTEGRATION DE 2 LICENCIÉS

Il y a 2 mois les usines Pauly de Clermont-Ferrand en grève avec occupation obtenaient 200 F d'augmentation des salaires. Depuis, à l'usine de Cournon, inquiet de l'unité exemplaire français-immigrés, le patron réprime sévèrement. Un délégué CFDT et l'ouvrier turc ont été licenciés il y a une semaine. Aussitôt les ouvriers français et immigrés occupent l'usine et interdisent l'entrée avec des clarks (Fenwicks) et des grosses poutres métalliques.

Le véritable bain c'est l'atelier de galvanisation : fosses pleines de métal en fusion à 460 degrés sans aucune protection pour éviter de tomber dedans, même chose pour des fosses d'acide. Aucune protection contre les projections qui se produisent quand les pièces à galvaniser sont trempées

dans les fosses (l'atelier pourtant immense a ses murs complètement crépis par les projections de métal en fusion) et encore moins quand des pièces tombent et éclaboussent parce qu'elles sont mal attachées.

Lors de la dernière grève, la section CGT fort peu implantée chez les ouvriers des lignes (une partie de l'activité de l'usine est le montage de lignes téléphoniques pour les PTT) qui sont toujours sur les chantiers, n'avait pu empêcher leur participation à la lutte. Mais pour cette fois-ci, seuls les ouvriers qui travaillent sur place — galvanisation, sablage, serrurerie — sont en grève avec leur section CFDT et bien déterminés à ne pas céder tant que leurs 2 camarades licenciés ne seront pas réintégré et que leurs jours de grève n'auront pas été payés.

Correspondant HR.



## DATES DE PARUTION DU JOURNAL CET ÉTÉ

Voici quelques informations sur la parution du journal cet été.

En raison de la faible vente normale des journaux pour la période recouvrant les deux mois d'été, d'une part, et en raison des difficultés financières que nous avons déjà exposées récemment, d'autre part, le journal cessera sa parution quotidienne du 1er juillet au 15 septembre.

Le dernier numéro quotidien sera daté du 1er juillet et le premier de la rentrée du 16 septembre.

Entre temps, sortiront, les 8 et 22 juillet, le 5 août et le 2 septembre des journaux de 16 pages. Évidemment, s'il survenait des événements politiques importants, cette décision sera remise en cause pour pouvoir faire face à nos tâches.

Le comité de rédaction

**NB :** pour les CD faire savoir rapidement à l'administration du journal, le nombre de journaux de 16 pages désirés pour eux pour les mois de juillet, août et septembre.

## DEUX MÉDECINS CONDAMNÉS À ALIMENTER LES CAISSES DE L'ORDRE PÉTAINISTE

Deux médecins de la Creuse ont été condamnés par le tribunal d'instance de Gueret à payer leurs cotisations au conseil de l'ordre.

Les docteurs Myrielle Rocher, de la Protection maternelle et infantile à Gueret et Michel Mazeirat de la Souterraine, avaient en mars dernier critiqué publiquement le conseil de l'ordre estimant « ses prises de position rétrogrades » et demandant sa suppression.

Les deux praticiens avaient par la suite contesté la compétence du tribunal d'instance dans cette affaire mais la cour d'appel de Limoges ne les avait pas suivis.

Un « comité creusois pour la santé » s'est constitué à la suite de l'inculpation des deux médecins. Ils se donnent pour objectif de soutenir les médecins dans leur lutte contre l'ordre et d'informer la population sur les problèmes de sécurité sociale, de prévention dans le domaine de la santé notamment dans le monde du travail.

\*\*\*\*\*

## ENCORE UNE INTOXICATION ALIMENTAIRE

Dix-sept élèves ont été victimes d'une intoxication alimentaire, la semaine dernière, dans un centre de formation professionnelle à Cherbourg (Manche). Ils ont été dirigés, dans l'après-midi, vers l'hôpital où la plupart ont été mis en observation.

Cette intoxication collective serait consécutive à un repas pris par les élèves, à midi, au centre de Batavia à Cherbourg. Les trois-quarts du temps les aliments qu'on nous vend — cher — dans ces cantines d'écoles ou d'entreprises sont de qualité pour le moins douteuse, quand ils ne sont pas même purement et simplement immangeables. C'est que les traiteurs ou les organismes — fréquemment contrôlés par les révisionnistes comme c'est le cas à l'EDF — qui se chargent de faire ces repas trouvent d'appréciables profits à faire en achetant au rabais la marchandise qu'ils revendent 9, 10 et même jusqu'à 12 F le « repas ». On a raison de se révolter aussi contre cet aspect de l'exploitation des travailleurs par les capitalistes.

## PÉKIN INFORMATION 1 an — 52 Nos — 21,00 F

Au sommaire du No 25 du 21 juin 1976 :

- Allocation lors de la visite en Chine de D. Ratsirana, président de la République démocratique de Madagascar.
- Les responsables engagés dans la voie capitaliste, bourgeoise au sein du Parti.
- Importants succès de la révolution dans l'enseignement à la campagne.
- A propos de la déclaration de l'agence Tass sur la situation au Liban.
- Pourquoi les nouveaux tsars chantent-ils si haut l'« internationalisme » ? etc.

## Paysans en lutte



Récemment, dans un journal local du Vaucluse, on a pu voir le communiqué suivant de la section locale de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) : « Le Syndicat des exploitants agricoles est en mesure aujourd'hui de faire connaître l'HEUREUSE ISSUE de l'action menée sur le plan national contre le paiement du voyage de retour mis à la charge de l'employeur... Cette BONNE NOUVELLE... vient de nous être confirmée, au cours de plusieurs rencontres avec M. Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés et M. Charrette, directeur de cabinet. On note la suppression de l'obligation de payer les frais de retour pour les travailleurs marocains et tunisiens... les employeurs qui ont avancé les frais de retour en 1975 seront remboursés ».

Ainsi donc, ce syndicat d'exploiteurs agricoles ose se vanter et se féliciter publiquement de tout l'argent qu'il réussit à extorquer en plus aux ouvriers grâce à la complicité du gouvernement. Ce communiqué nous montre clairement l'orientation des gros propriétaires qui dirigent la FNSEA : essayer de faire retomber sur les ouvriers les conséquences de la crise du capitalisme et ceci, évidemment, pour leur plus grand profit. Car, enfin, à qui vont surtout profiter ces mesures de Dijoud ? Ne serait-ce pas aux grands domaines qui emploient plusieurs dizaines de saisonniers immigrés ?

L'article parle ensuite de la commission mixte départementale chargée de fixer les salaires et les conditions de travail pour 1976 et il dit à ce sujet : « Nous relearn, AVEC GRAND INTERÊT, l'attitude ferme et logique adoptée par les représentants de nos syndicats face aux exigences multiples des représentants des salariés ».

En termes clairs cela veut dire que les employeurs de main-d'œuvre ont refusé aux ouvriers agricoles une augmentation de salaires correspondant à l'augmentation générale du coût de la vie. Et la FNSEA poursuit :

« Ces exigences (des salariés) ne correspondent nullement à la situation fort critique de l'agriculture en général et plus particulièrement de la PETITE EXPLOITATION FAMILIALE

# LA FNSEA CONTRE LES OUVRIERS AGRICOLES

Certes nous savons bien que beaucoup de petits exploitants ont des difficultés. Mais à notre avis s'ils ne s'en sortent pas, cela est bel et bien dû au système du marché avec sa mafia d'expéditeurs et d'importateurs, au prix des machines et des engrais en augmentation considérable, au taux élevé des emprunts, à la concurrence des gros producteurs et à tout un tas de raisons liées au système économique capitaliste, et nullement au salaire des ouvriers agricoles.

Mais voyons tout de même en quoi la « fermeté » de la FNSEA avantage les « petits exploitants familiaux ». Notons d'abord qu'un bon nombre d'entre eux travaillent en famille sans employer de personnel. Ceux-là ont de grosses difficultés mais le fait que les gros propriétaires qui dirigent la FNSEA rognent le salaire de leurs ouvriers, ne saurait leur faciliter les choses de quelque façon que ce soit. Quant aux autres petits exploitants, ceux qui emploient un ou deux saisonniers pour la récolte, ils prennent pratiquement toujours des manœuvres sans qualification pour ramasser les fruits et légumes, et ils doivent théoriquement les payer au SMIC. Or, ce que la FNSEA ne dit pas, c'est que le SMIC ne se négocie

pas ! Il est fixé par le gouvernement. Donc les salaires qui sont négociés en commission mixte et pour lesquels la FNSEA a rogné l'augmentation, ce sont les salaires des ouvriers agricoles QUALIFIÉS (taille, traitements, conducteurs, etc.). Or, dans notre région, pratiquement tous les ouvriers agricoles qualifiés sont permanents et ils sont employés uniquement dans les grosses propriétés soit environ 1 500 patrons sur 18 000 exploitants agricoles.

On commence à comprendre ! En réalité ces messieurs des grands domaines s'arrangent, eux qui possèdent des dizaines ou des centaines d'hectares, eux qui vivent du travail des autres, eux qui emploient les ouvriers qualifiés parfois par dizaines, eux qui dirigent en fait la FNSEA, ils n'ont aucune honte à rognier le salaire de leurs ouvriers. Comme on dit, il n'y a pas de petits profits. Quant aux petits paysans, ceux qui travaillent de leurs mains, ils seront sûrement heureux d'apprendre que les gros de la FNSEA ont fait ça en leur nom.

Cet exemple est bien caractéristique de la ligne des dirigeants de la FNSEA. Ils utilisent la colère tout à fait justifiée des petits paysans écrasés par le système capitaliste mais ils essaient de

détourner leur attention des véritables responsables et cherchent d'une part à diriger les petits paysans contre les ouvriers agricoles en leur disant de lirer encore plus sur le personnel et d'autre part à s'enrichir en mettant en avant des revendications qui profitent entièrement ou principalement aux gros exploitants comme dans l'exemple donné ici, ou comme dans le cas de primes ou d'indemnités proportionnelles à la production de chaque exploitant.

Il est temps que les petits paysans comprennent qu'ils n'ont rien de commun avec ces gros capitalistes agraires qui vivent du travail des autres. Les revendications des ouvriers agricoles sont parfaitement justifiées car leur salaire, ils le gagnent à la sueur de leur front, et les petits paysans qui eux aussi sont des travailleurs de la terre doivent le comprendre.

Le seul vrai responsable de la crise agricole, c'est le système économique capitaliste. Les petits paysans doivent le reconnaître et le combattre et non pas essayer de s'en sortir sur le dos d'autres travailleurs.

Travailleurs de la terre, ouvriers agricoles et petits paysans, unissez-vous, pour une agriculture socialiste sous la dictature du prolétariat.

## Pollution

### LA SECHERESSE A LE DOS LARGE...

Ces derniers jours les ouvriers de la voirie du Creusot ont eu à faire un travail inhabituel mais peu ragoutant. Ils ont dû enfouir dans les tranchées des tonnes de poissons morts du fait de la pollution du lac de Torey en Saône-et-Loire officiellement les raisons de cette pollution tiendraient principalement à la sécheresse.

Par ailleurs en Ardèche, la baisse du débit des eaux a entraîné une telle pollution que les médecins locaux conseillent d'interdire les baignades dans cette rivière, surtout aux enfants. Là encore, un seul mot pour expliquer les causes du phénomène : la sécheresse.

A vrai dire, l'on peut se demander si la sécheresse n'a pas un peu le dos large ces derniers temps. Car dans une autre région qui n'est pas épargnée par elle, la Sarthe, l'on a découvert qu'à la chaleur se serait ajouté le déversement de certains produits chimiques pour aboutir à la pollution de la Sarthe sur une distance de 1,500 km en amont du barrage de Cheffes, Maine-et-Loire, cette pollution aurait entraîné la perte de 5 tonnes de poissons.

L'on sait qu'en principe les patrons qui sont impliqués dans de semblables pollutions sont passibles de peines allant jusqu'à l'emprisonnement. En principe, mais en fait la justice bourgeoise est d'une telle clémence à leur égard qu'elle ne risque pas de les dissuader de poursuivre leurs méfaits.

Ne vient-on pas d'apprendre en effet que récemment le président du tribunal correctionnel de Pontoise a transformé en... trois mois de suspension du permis de conduire la condamnation à un mois de prison, dont 15 jours fermes, qu'avait récolté un PDG pollueur, récidiviste de surcroît ? Trois mois de suspension de permis de conduire pour avoir tué toute une vie aquatique dans un cours d'eau suite au déversement dans celui-ci de produits de dégraissage de pièces mécaniques. Quand on est PDG de la société RECAM qui emploie 150 ouvriers, cela ne vaut pas le coup de s'en priver, et en tout cas, pas le coup de faire les investissements nécessaires pour que soit mis fin à de tels déversements...



## Sports

## La Chine se retire des jeux mondiaux scolaires à Orléans

La délégation chinoise qui devait participer aux jeux mondiaux scolaires d'Orléans a décidé de se retirer de toutes les compétitions prévues par suite de l'interdiction faite par la Fédération internationale de natation amateur (FINA) aux sportifs des pays membres de concourir avec ceux de pays non membres (tels que la Chine populaire).

Dans une déclaration diffusée à la presse, la délégation chinoise qui comprend une cinquantaine de membres dont trente trois sportifs

s'élève contre cette « brutale intervention » de la FINA dans les affaires de la Fédération internationale de sport scolaire dont les statuts précisent que tous ses membres ont « le droit de participer aux compétitions qu'elle organise ».

La délégation chinoise déclare en conclusion, qu'elle « décide de se retirer des épreuves de toutes les trois disciplines de la présente rencontre sportive ».

Les jeux comportent des épreuves de natation, athlétisme et gymnastique.

## Un livre pour les vacances

# Et la montagne fleurira

de Luc Willette (chez Denoël)

« Et la montagne fleurira » est un roman historique. Il retrace des épisodes mouvementés d'une insurrection ouvrière et paysanne qui éclata dans les Basses-Alpes suite au coup d'État de Napoléon III le 2 décembre 1851.

A Manosque, Forcalquier, Sisteron, Digne, l'insurrection triomphe. C'est l'enthousiasme. Drapeau rouge en tête, les ouvriers, paysans, artisans trouvent, au niveau d'une région cette unité indispensable, qui 20 ans plus tard fit tant défaut à la Commune.

« Bourgeois, propriétaires, fonctionnaires qu'ils fussent légitimistes, orléanistes, ou républicains de l'ordre, tous s'effrayaient de voir la gan-

son club de la Sannerie où l'on prônait ouvertement des doctrines socialistes prêchant une réforme agraire, l'organisation du travail, le

leurs » de Forcalquier la colère gronde :

« — Seule l'union et la coordination de nos efforts nous permettra de mettre en échec la manœuvre de la bourgeoisie !

Beaume s'était inquiété des armes. Pour lui, l'effondrement armé était inévitable.

— Si le peuple finit toujours par perdre le fruit de ses conquêtes, c'est parce qu'il ne se prépare jamais à temps pour les défendre. Frères, procurons-nous tous

révoltes ont été réduites par la troupe. Continuer, c'est conduire le peuple au massacre. C'est alors que, la mort dans l'âme, Ailhaud, le chef des révolutionnaires, donne au nom du comité central un ordre de dispersion. C'est une décision dure, un instant émouvant du roman :

« — Mes amis, mes camarades, nous venons de montrer ce que le peuple peut, lorsqu'il se soulève pour défendre ses droits, pour faire triompher la cause. Avec un courage extraordinaire, vous avez conquis le département, chassé les bourgeois. Vous avez affronté le froid glacial de la nuit et vous l'avez vaincu, vous avez affronté la fatigue des marches forcées sous la neige et vous l'avez vaincu. Vous avez fait plus encore, vous avez affronté les troupes de l'ennemi et vous les avez vaincues. Mes amis, lorsque le peuple peut faire cela, c'est qu'il peut, c'est qu'il doit gagner un jour la bataille.

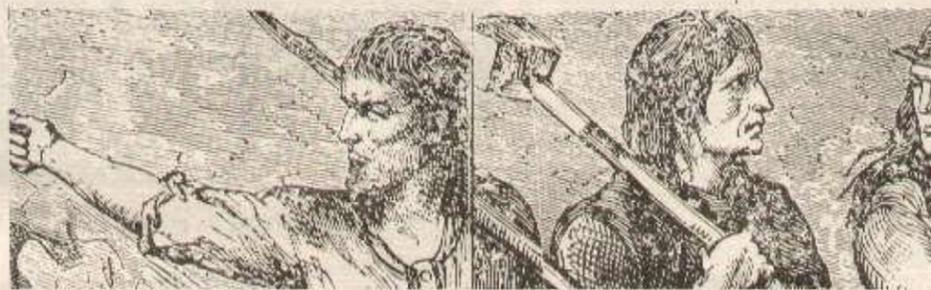
— Mes amis, je vous dois la vérité. Malgré toutes ces victoires, notre cause paraît perdue. Ailleurs, à Paris, à Marseille, à Lyon, dans les villes et les campagnes, nos frères ont été vaincus. Nos camarades du Var ont été écrasés hier, ceux du Vaucluse aujourd'hui. De partout, de Gap comme de Marseille, du Verdon et du Rhône, nos ennemis marchent contre nous par régiments entiers. Demain, dix mille soldats, vingt mille, plus s'il le faut, nous attaqueront de tous côtés.

Mes amis, le comité central que vous avez désigné s'est réuni et a pris à l'unanimité la décision d'ordonner la dispersion de l'armée républicaine des Basses-Alpes.

C'est la défaite. Vinoy à la tête des troupes de la bourgeoisie procédera à un « nettoyage », à un bain de sang avec une « justice » militaire expéditive.

Le roman a, en outre, l'intérêt d'être très vivant et passionné, de montrer les inconstances d'un jeune avocat (personnage central du roman), inconstances liées à sa position de classe, et qui finira par trahir par peur et lâcheté.

Ce jeune avocat (Pierre), personnage de fiction, incarne assez bien les oscillations de la petite bourgeoisie entre le prolétariat et la bourgeoisie. On regrettera simplement que Luc Willette ait (à la fin du roman) fait adopter au jeune avocat une attitude de « rachet » de sa trahison qui est assez peu vraisemblable.



Gravure «Le peuple français».

grène rouge s'étendre. L'exemple de Manosque les terrifiait, avec son maire rouge qui gouvernait la ville,

droit au travail, que sais-je encore.

A la réunion de la chambre «Solidarité des trava-

une arme, un fusil, une carabine (...).

Ce qui était le plus inquiétant, c'est que de nombreux jeunes paysans fréquentaient maintenant ces chambres et qu'ils paraissent encore plus exaltés que les vieux militants.

Au sein de la bourgeoisie l'inquiétude produit des réactions diverses, les uns s'affolent, d'autres souhaitent « un sabre fort » et d'autres encore « un sabre social qui fasse des réformes nécessaires tout en rendant la révolution impossible ».

Impossible ? Non, la révolution éclate, une armée d'ouvriers et de paysans se lève :

« Pour eux, le peuple ne s'était pas levé pour rétablir la république de 1848, celle des Lamartine et consorts, mais bien pour créer enfin une république à lui, la sociale quoi, la Belle. »

Après les premières victoires, les Basses-Alpes se dotent d'un gouvernement populaire.

L'ancien état bourgeois est détruit, les sous-préfets, les maires arrêtés. Les caisses publiques saisies au nom du peuple. Les gendarmes désarmés, les juges de paix révoqués. De nouveaux juges élus au suffrage universel. Les municipalités révoquées et remplacées par un comité révolutionnaire de trois membres. Une armée révolutionnaire est levée dans le département.

Un nouvel ordre socialiste est instauré. La joie éclate de partout.

Mais hélas, les insurgés apprennent qu'ils sont isolés du reste du pays, qu'ailleurs rien n'a bougé ou que les

## Succès de l'exposition vente des Editions du Centenaire dans un quartier populaire de Rennes

C'est dans une galerie marchande du grand centre commercial Alma de la ZUP sud de Rennes que les Editions du Centenaire avaient installé leurs stands, les 17, 18 et 19 juin derniers. Pendant 3 jours, la Chine a été le centre d'intérêt d'un public très populaire (1). Ce public a manifesté une vive admiration pour les réalisations du peuple chinois, notamment dans le domaine artistique. Beaucoup de gens ont pu se procurer pour quelques pièces de 1 F gravures, posters, cartes reproduisant les œuvres artistiques des ouvriers et des paysans chinois. Les livres d'enfants très riches par leur contenu idéologique combattant l'égoïsme, développant l'esprit de servir le peuple ont aussi été très demandés. Nous avons en même temps distribué de nombreux exemplaires de « La Chine en construction » et pris des abonnements.

Nous avons pu constater l'intérêt des masses pour le marxisme-léninisme. Ainsi en témoigne la grande

demande de 2 classiques fondamentaux : « Le manifeste du parti communiste », « Salaire, prix et profit », ainsi que d'un recueil de textes « Sur la dictature du prolétariat ». Beaucoup de travailleurs ont engagé très naturellement avec nous des discussions portant sur le bas prix des publications de RPC, nous faisant part de leur admiration pour le peuple chinois, certains le comparant au peuple soviétique qui pour eux ne semble pas si heureux, demandant des précisions sur les Editions du Centenaire et l'adresse des librairies diffusant les œuvres marxistes-léninistes.

Ces trois jours d'exposition-vente au centre Alma ont donc été un succès pour la diffusion du livre marxiste-léniniste et le développement d'un courant de sympathie pour le peuple chinois.

(1) : Pour des raisons très regrettables, nous avions très peu de publications d'Albanie.

### Un livre à lire

## « MA PLUME AU SERVICE DU PROLETARIAT »

par l'écrivain chinois Haoran

Un livre qui concerne tous ceux qui s'intéressent de près aux questions artistiques et littéraires dans leurs principes et leurs méthodes de travail. Il concerne également tous ceux qui veulent mieux connaître ce qu'est l'idéologie prolétarienne en général et ce qui se passe en Chine populaire aujourd'hui en particulier.

12 F. Aux librairies : Les Herbes Sauvages, Le Sel de la Terre, La Force du Livre

« La Chine d'aujourd'hui »

Alfred Eibel éditeur

### Programmes TV

MARDI 29 JUIN

TF-1

19 H 20, 20 H, 23 H 30 : La bourgeoisie vous informe.

21 H 35 Ces années-là : 1963. Emission du réactionnaire Michel Droit. Année de grandes grèves ouvrières en France. Mais également, année de la scission dans le mouvement communiste international entre le camp révisionniste conduit par l'URSS de Krouchtchev et le camp socialiste fidèle au marxisme-léninisme avec l'Albanie et la Chine. Mais Michel Droit ne juge pas intéressant d'en parler.

A-2

19 H 20, 20 H et 23 H 30 : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Les dossiers de l'écran. Du sang, de la sueur et des larmes. Film de la BBC.

FR-3

19 H 20, 20 H et 22 H : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Torpilles sous l'Atlantique. Film US de 1957. L'affrontement entre un torpilleur US, pendant la seconde guerre mondiale, et un sous-marin nazi. Ce pourrait être un film de guerre contre le nazisme mais on y trouve cette détestable habitude (bourgeoise) des films US à résumer l'affaire à l'opposition entre 2 hommes, où chacun se vante (c'est-à-dire que le nazi « après tout est un homme valeureux qui combat pour une cause qu'il croit juste ». Peut-être est-ce pour justifier la politique US d'agression au Vietnam.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS  
ACHETEZ TOUJOURS  
L'HUMANITÉ ROUGE  
DANS LE MEME KIOSQUE

# l'Humanité Rouge

enquête

## Nombreuses initiatives pendant les journées d'action pour la libération de Romain Le Gal



A Grenoble, une vue de la manifestation de samedi.



Dans une cité de Nanterre, les enfants entourent les militants qui jouent un sketch contre la répression.



Arrivée de la manifestation d'Ivry-Vitry à la cité des Marronniers où les locataires luttent depuis plusieurs mois contre les saisies et les expulsions.



La vie de notre camarade Romain Le Gal racontée et illustrée dans la rue. A une fenêtre, des habitants par solidarité brandissent le drapeau à «tête de Maure», symbolisant la Corse.



La manifestation de St-Denis, dimanche matin, s'engage dans une rue commerçante.



Une rangée de drapeaux rouges en tête du cortège dans les rues de St-Denis.